

France/Politique

Le gouvernement Macron dans une course contre la montre pour apaiser les gilets jaunes

AFP
Paris/France

Dans cette optique, le Premier ministre Edouard Philippe a reçu hier les chefs de partis représentés au Parlement.

COURSE contre la montre : le gouvernement français cherchait hier une issue à la crise des gilets jaunes pour éviter une propagation et une nouvelle flambée de violences samedi prochain, après les sidérantes images d'émeutes en plein Paris samedi dernier.

Le Premier ministre Edouard Philippe recevait hier à tour de bras les patrons des principaux partis politiques français et devait, théoriquement, rencontrer ce mardi des représentants des gilets jaunes, cette fronde de Français modestes contre la politique fiscale et sociale d'Emmanuel Macron. Le gouvernement - qui fait face à de nouveaux appels à mobiliser pour samedi et à un début de contestation lycéenne - ne parvient pas à dialoguer depuis trois semaines avec ce mouvement protéiforme, qui évolue hors des structures de négociation classique. Malgré la radicalisation de leur action, 72% des Français soutiennent encore les gilets jaunes, selon un sondage publié hier. Cette étude Harris interactive pour RTL et M6 a été réalisée le 2 décembre, au lendemain des émeutes à Paris et en province, dont les images d'incendies, barricades et dégradations ont fait le tour du monde.

IMPACT "SEVERE ET CONTINU"• Le président Macron n'a lui pas pris la parole publiquement de-



Photo : AFP

Pendant que le gouvernement cherche comment apaiser leur colère, les "gilets jaunes" poursuivent leurs actions. Ici devant un dépôt pétrolier à La Rochelle.

puis son retour d'Argentine dimanche, se murant dans le silence, et envoyant son Premier ministre en première ligne, pour tenter de dénouer la plus grave crise pour son exécutif depuis son élection en 2017. Hier, il est allé déjeuner avec des policiers qui étaient déployés dans Paris samedi dernier, et il a reporté son voyage prévu en Serbie tant la crise est sérieuse. Edouard Philippe a lui annulé son déplacement à la COP 24 en Pologne, alors que la France se positionne volontiers en leader dans la lutte pour le climat.

"La France sous le choc attend des réponses", "Monsieur le Président, il faut des réponses", titraient respectivement les journaux Le Figaro et Le Parisien. "Macron sommé de désamorcer la crise", pour Le Monde qui voit dans cette crise "le point de bascule du quinquennat" Macron.

Parmi les mesures qui pourraient être prises pour tenter d'amadouer les pro-

testataires : une baisse des impôts. "Il faut accélérer la baisse des impôts. Mais pour cela il faut accélérer la baisse de la dépense publique. Et nous sommes décidés à nous engager dans cette voie", a déclaré hier le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, qui a ajouté que les deux premières semaines d'action des gilets jaunes ont déjà un impact "sévère et continu" sur l'économie.

"Plus le temps passe, plus le prix politique sera élevé" pour l'exécutif, avertit Bruno Cautrès, chercheur du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po).

"Mais on peut se poser la question de sa capacité à avoir la bonne compréhension de ce qu'il se passe", souligne-t-il, sous-entendant que le gouffre qui semble séparer le gouvernement des contestataires sera dur à franchir.

ROUTES, DEPOTS PETROLIERS• Les gilets jaunes, qui tirent leur nom de la veste fluorescente

que doit posséder chaque automobiliste, sont des Français modestes exaspérés par la politique fiscale et sociale du gouvernement d'Emmanuel Macron, régulièrement accusé par ses détracteurs d'être le "président des riches".

L'étincelle qui mit le feu aux poudres fut l'imposition d'une taxe sur les carburants pour financer la transition écologique. Cette fiscalité, conjuguée aux prix à la pompe soutenus par un baril relativement haut, a poussé ces Français désorganisés à se mobiliser via les réseaux sociaux, organisant blocages et manifestations, avec, en points d'orgue, les émeutes qui ont frappé les beaux quartiers de Paris samedi et leur cortège de barricades, incendies, et pillages de casseurs.

Et se profile une éventuelle autre journée de mobilisation, potentiellement explosive, samedi prochain. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, ainsi que le secrétaire d'Etat

Laurent Nunez, devaient être entendus hier par les députés et le seront ce mardi par les sénateurs pour expliquer leur gestion du maintien de l'ordre, critiquée par les organisations syndicales policières, qui seront reçues mardi par M. Castaner.

La star canadienne Pamela Anderson s'est fendue de tweets compréhensifs pour les gilets jaunes : "je méprise la violence... mais que représentent la violence de tous ces gens, ces luxueuses voitures brûlées, en comparaison de la violence structurelle des élites françaises - et mondiales ?". Pendant ce temps, les gilets jaunes continuent leurs actions, bloquant des routes, des dépôts pétroliers ou encore s'en prenant à des symboles de l'Etat, comme ce centre des finances publiques de Bergerac (Sud-Ouest), devant lequel des agriculteurs ont déversé du fumier.

Des lycéens ont aussi tenté de profiter de la vague jaune pour bloquer des établissements scolaires, donnant lieu à quelques affrontements avec la police et des dégradations. Ils entendent protester contre les réformes dans l'Education.

Le bilan humain de ces deux semaines de blocages et de manifestations s'est alourdi à quatre morts avec le décès d'une octogénaire à Marseille, blessée par une grenade lacrymogène en marge des incidents.

Dans le même temps, la justice a commencé à juger les interpellés de samedi après les émeutes de Paris. Au moins 57 suspects (sur 378 interpellés) étaient poursuivis hier devant le tribunal correctionnel de Paris en vue de leur procès.

Le bilan humain de ces deux semaines de blocages et de manifestations s'est alourdi à quatre morts avec le décès d'une octogénaire à Marseille, blessée par une grenade lacrymogène en marge des incidents.

L'Afrique en bref

• Burkina Faso/Attaque. Six assaillants abattus dans l'Est

Six assaillants ont été abattus hier à Bougui, localité de l'est du Burkina Faso, lors d'une "attaque terroriste" contre une patrouille de gendarmes, selon des sources sécuritaires. "Une équipe de patrouille de la brigade territoriale de gendarmerie de Fada N'Gourma (à 220 km à l'est de Ouagadougou) est tombée dans une embuscade dans le village de Bougui", a déclaré à l'AFP une source sécuritaire. "Les terroristes ont ouvert le feu au passage du convoi, endommageant le véhicule de tête", mais "les éléments de la gendarmerie ont aussitôt réagi, neutralisant six assaillants".

• Côte d'Ivoire/Politique. Huit élections partielles fixées au 16 décembre



Photo : AFP/L'Union

Six élections municipales et deux régionales qui ont été annulées en Côte d'Ivoire en octobre après des troubles auront lieu le 16 décembre, a annoncé le gouvernement ivoirien hier. "Sur proposition de la Commission électorale indépendante", les électeurs sont convoqués aux urnes "le dimanche 16 décembre", a déclaré à la presse le porte-parole du gouvernement Sidi Touré à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

• RD Congo/Conflit. 18 morts dans des combats entre l'armée et des rebelles

Quatre soldats et 14 rebelles ont été tués dans l'Est de la République démocratique du Congo dans des combats entre l'armée et des miliciens regroupés autour d'un ancien officier qui s'est retourné contre le président Joseph Kabila, ont indiqué des sources militaires. Hier matin, un soldat et deux rebelles ont été tués dans ces affrontements qui mettent aux prises l'armée au groupe armé Yakutumba, du nom de l'ex-officier William Amuri Yakutumba qui a pris le maquis contre le président Joseph Kabila.

RDCongo/A 20 jours des élections générales

Tension au Kasai entre pro-Kabila et pro-Tshisekedi

AFP
Kinshasa/RDCongo

DES partisans du président Joseph Kabila et d'autres de l'opposant Félix Tshisekedi se sont mutuellement accusés de violences pré-électorales dans le centre de la République démocratique du Congo à 20 jours des élections du 23 décembre.

La coalition pro-Kabila Front commun pour le Congo (FCC) accuse des "jeunes délinquants et drogués, combattants de l'UDPS" de M. Tshisekedi, principal parti d'opposi-

tion, d'avoir attaqué une marche en faveur de son candidat à l'élection présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary, samedi, à Mbuji Mayi au Kasai oriental.

"Le bilan fait état de 35 blessés graves et des fractures dans le camp des participants à la marche", écrit le chargé de communication du FCC dans le Kasai oriental, Vincent Ngoyi Ngoyi, dans un communiqué.

Hier matin, le gouverneur du Kasai oriental, Alphonse Ngoyi Kasanjji, a fait état de "15 blessés soignés à l'hôpital" chez les partisans de M. Ramazani Shadary.

Le FCC accuse également "ces jeunes" d'avoir pillé la résidence d'une responsable de la majorité.

Pour sa part, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a accusé hier les autorités d'avoir procédé à l'arrestation de ses militants, encerclé son siège dans la nuit de dimanche à hier, et arraché des affiches de campagne. Au total 45 militants ont été arrêtés en 48 heures, selon une source à Kinshasa proche du président et candidat de l'UDPS à la présidentielle, Félix Tshisekedi, élu de la région diamantifère de Mbuji-Mayi.

"Les policiers sont en train

de partir (du siège), il y a une présence discrète. Le président (Tshisekedi) a lancé des appels au calme", a ajouté cette source lundi matin.

"Une vingtaine de nos militants ont été arrêtés samedi et croupissent encore au cachot à la police. Un de nos candidats aux législatives nationales est porté disparu. J'ai saisi la Monusco (Mission des Nations unies au Congo) et la police", a déclaré sur place à un correspondant de l'AFP le président fédéral de l'UDPS au Kasai oriental, Me Denis Kalombo.

"Pour des raisons de sécurité, on a déployé des poli-

ciers" autour du siège de l'UDPS, a reconnu un membre du cabinet du gouverneur, Vincent Ngoyi, joint par l'AFP. Il a accusé les militants de l'UDPS d'avoir "causé beaucoup de casse le samedi".

Riche en diamant, le Kasai a basculé dans la violence entre septembre 2016 et mi-2017 après la mort d'un chef coutumier anti-pouvoir, Kamuina Nsapu, tué par les forces de sécurité. Les violences attribuées aux forces de sécurité et aux milices Kamuina Nsapu ont fait plus de 3 000 morts et 1,4 million de déplacés de sources humanitaire, onusienne et catholique.